

## L. Fabius PSDC : relance nécessaire

lundi 30 juillet 2012, par [Laurent FABIUS](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Laurent FABIUS](#), **L. Fabius PSDC : relance nécessaire**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 30 juillet 2012.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Voici le texte de l'intervention de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères (France) devant les ambassadeurs polonais, prononcé à Varsovie (Pologne) le 26 juillet 2012. Le Quai d'Orsay a intitulé ce texte : Relance de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC).**

**Nous le publions *in extenso* parce qu'il témoigne à la fois d'une volonté politique de relance d'un volet mis en difficulté par la crise économique et de la géopolitique de l'UE élargie. Rappelons que la Pologne est membre de l'OTAN depuis 1999 et de l'UE depuis 2004.**

Monsieur le ministre, mon cher Radek,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

D'abord je voudrais vous dire le plaisir que c'est, pour moi, de prendre la parole devant vous, ici à Varsovie, pour m'exprimer sur les questions de sécurité et de défense européenne. C'est la première fois que je le fais en tant que ministre des Affaires étrangères. Et le fait que je vienne ici à votre invitation pour aborder ce sujet montre le chemin qui a été parcouru depuis maintenant 20 ans. En tant que membre du gouvernement actuel je m'en félicite : la Pologne qui est un grand pays est maintenant au plein coeur de l'Europe. Et le sens de ma visite et de celle que fera bientôt le Président de la République française, c'est que nous souhaitons renforcer les liens qui existent entre nous pour faire avancer ensemble la construction d'une Europe forte, et qui soit au service des peuples qui la composent.

Les Polonais et les Français - et c'est un fait rare en Europe - ne se sont jamais combattus mais ils ont souvent combattu ensemble, et, du même coup, ils sont bien placés pour prendre des initiatives en matière de défense européenne. On me dit que dans votre hymne national, et j'avoue que je ne le connais pas par coeur, il y a une phrase - veuillez me corriger si je me trompe : « Bonaparte nous a montré comment se battre et vaincre ». Eh bien, d'une manière réfléchie, il faut que nous montrions ensemble le chemin à l'Europe pour nous unir et pour renforcer la défense européenne.

La relance de la défense européenne est, je le sais, un élément très important dans votre politique, et c'est une priorité de la France.

Et d'ailleurs c'est sous un gouvernement que j'ai bien connu et auquel j'ai appartenu, que des initiatives majeures ont été prises, il y a maintenant plus de dix ans, pour la défense européenne : nous avons pris ces initiatives avec les Britanniques d'abord, à Saint-Malo, et puis ensuite avec l'ensemble des Etats membres.

Et maintenant, nous sommes en 2012, après dix années où je n'ai pas été au pouvoir. En 2012, je retrouve une politique européenne de défense qui a beaucoup évolué, elle s'est profondément transformée et de façon assez contrastée. Il y a eu des avancées : plus de vingt missions civiles et militaires qui ont démontré la pertinence de cette ambition et la capacité diplomatique et militaire des Européens, et notre capacité collective à nous mobiliser pour la paix et la sécurité dans le monde.

Mais en même temps, en dix ans, il y a eu pas mal de frustrations. Le traité de Lisbonne reste

largement inexploité dans le domaine de la Politique de sécurité et de défense commune. Ce n'est pas tellement une question de manque de leadership, mais il y a - je le déplore - une sorte de résignation. Parce que dans plusieurs capitales, l'OTAN à laquelle nous appartenons, apparaît comme la seule en mesure d'apporter une réponse militaire à la gestion des crises, alors que l'Union européenne, elle, devrait se contenter uniquement de la gestion civile.

Cet état d'esprit n'est pas celui du gouvernement français actuel. Je veux le dire clairement : nous souhaitons, nous, Français, et je pense que quelquefois, nous ne sommes pas tout à fait en accord avec d'autres pays, une relance de la défense européenne.

Selon nous, les Européens doivent se fixer comme objectif d'assumer pleinement leurs responsabilités en matière de sécurité internationale, sur l'ensemble du spectre.

C'est une nécessité parce qu'en tant qu'Européens, nous devons pouvoir agir de manière autonome dans des situations où nos intérêts propres sont en jeu, et notamment dans des situations où les Américains, qui sont nos amis et nos alliés, ne souhaiteront pas intervenir.

[L'OTAN continuera bien sûr d'être un pilier majeur](#) de la sécurité et de la [défense de l'Europe](#). Mais la sécurité et la défense de l'Europe ne peuvent se résumer à cela. Pourquoi ? Parce que les priorités de nos amis américains ont évolué et leurs intérêts - ce sont eux-mêmes qui le disent - se déplacent vers la zone de l'Asie-Pacifique. Les Européens doivent prendre des responsabilités plus grandes dans le domaine de leur propre sécurité. C'est d'ailleurs le message que ne cessent de nous transmettre nos amis américains tout en faisant le constat que les Etats européens peinent à organiser leurs propres efforts de défense et sont par ailleurs - nous les Européens - en train de « décrocher » militairement face à un monde qui, lui, réarme.

Et dans ce contexte, si l'on veut être objectif et honnête, et penser au futur comme on doit le faire, il existe un risque que la contrainte budgétaire, qui s'impose à nous tous, se limite à renforcer l'Alliance atlantique qui aspirera alors l'essentiel des dépenses des Européens dans le domaine de la sécurité et de la défense. Si cela devait être le cas, cela se ferait en outre au bénéfice des seules chaînes de production américaines. Il y a donc clairement, pour nous, Européens, un enjeu de préservation, non seulement de notre autonomie stratégique et militaire, mais aussi de notre industrie et de nos emplois. C'est pourquoi la question des capacités européennes va être déterminante dans les années qui viennent : c'est un objectif en termes de croissance et d'emploi, et c'est un moyen en tant qu'outil de l'autonomie stratégique des Européens.

Il ne m'a pas échappé que la Pologne est l'un des très rares pays européen qui n'a pas baissé, mais au contraire a augmenté son budget de défense en ces temps difficiles. Tout l'enjeu est de tirer le meilleur profit de nos potentiels. Et mon collègue M. Le Drian, ministre de la Défense, était ici même au début de la semaine pour en parler avec son homologue polonais.

Il faut faire attention car quand il est question de ces sujets, nous sommes, Polonais ou Français, parfois mal compris : il ne s'agit pas de choisir entre l'OTAN ou bien la Politique de sécurité et de défense commune, mais d'assumer notre double engagement au sein de l'Alliance et au sein de l'Union européenne, tout en évitant évidemment la duplication des

efforts entre l'UE et l'OTAN. Et nous sommes convaincus qu'il y a de la place pour les deux organisations, qui n'assument pas les mêmes fonctions.

Pour nous, la défense européenne n'offre pas seulement un champ d'action pour les militaires et pour les diplomates. Elle doit devenir une affaire majeure pour les chefs d'Etat et de Gouvernement, et la France - c'est une suggestion du Président Van Rompuy qui me paraît intéressante - plaidera certainement pour que le Conseil européen puisse devenir aussi une instance qui ait une capacité de décision dans ce domaine.

Si l'on veut relancer cette politique, il faut faire preuve d'ambition et de pragmatisme. Je pense que, comme souvent, l'accent a été peut-être trop mis, dans le passé, sur les questions purement institutionnelles. Notre priorité, qui est bien en concordance avec l'initiative prise par les pays de « Weimar » en 2010, doit être de faire avancer la coopération à la fois sur les opérations et sur les capacités, la question de la capacité de planification et de conduite des opérations venant comme une conséquence et non comme une condition des progrès réalisés dans les deux autres domaines.

Concernant les opérations : l'objectif d'une politique européenne est de contribuer à la gestion des crises quand la situation l'exige, de façon efficace et autonome, et si nécessaire en ayant recours à des moyens militaires, y compris, comme on le dit dans les Etats-majors, « dans le haut du spectre ». J'en donnerais trois exemples :

. L'exemple des Balkans. C'est une région où les questions de sécurité ne sont pas toutes résolues. On y trouve une situation qui nous oblige, notamment au Kosovo, à maintenir les forces de l'OTAN, là où l'Union européenne devrait prendre sa pleine place.

. Deuxième exemple : la Corne de l'Afrique, où il y a malheureusement de la piraterie et du terrorisme. C'est une région dans laquelle nous devons et pouvons maintenir un effort militaire important (la lutte contre la piraterie maritime qui menace nos approvisionnements ; la formation des forces somaliennes) mais aussi un effort civil, que nous allons collectivement engager, pour renforcer les capacités des pays de la région à lutter eux-mêmes contre la piraterie. La Pologne, qui a été un des piliers d'Eufor Tchad, peut certainement nous aider beaucoup.

. Je prendrais encore un exemple, celui du Sahel, où je me rendrai d'ailleurs très prochainement et où les avancées du terrorisme et des trafics constituent une menace croissante d'abord pour l'ensemble des populations locales et pour la sécurité de l'Europe et de ses intérêts. Sans une action résolue, des groupes tels qu'AQMI - et pour AQMI, l'ennemi, c'est l'Europe - risquent d'avoir demain les moyens de planifier des attaques sur le territoire africain et européen.

Le renforcement des capacités européennes pour mener ces opérations est essentiel et il doit se faire d'abord dans un cadre proprement européen. Le développement des capacités et des équipements pour les armées européennes représente, en effet, une double nécessité :

. D'une part, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, dans le contexte budgétaire actuel, les Etats européens ne peuvent plus développer seuls, de manière isolée, les capacités dont ils ont besoin. La coopération s'impose à nous tous comme la seule solution viable si l'on veut limiter la réduction de nos budgets de défense. Une dynamique de mutualisation et de partage

capacitaire a été engagée au sein de l'Union européenne mais avec des résultats limités. Elle doit être amplifiée et porter sur des projets structurants. Je ferai des propositions à mon homologue le ministre des affaires étrangères, qui connaît bien les questions de défense. Je pense que le format « Weimar » pourrait apporter sa contribution à cette dynamique.

. Et en même temps, [on a besoin d'un renforcement de nos industries de défense en Europe](#). C'est une source d'emplois et de croissance, et pour prendre deux exemples, EADS d'un côté, BUMAR - industrie polonaise - de l'autre, avec d'autres encore, doivent participer à inventer les solutions qui, demain, nous permettront de maintenir une base industrielle et technologique de défense forte et autonome en Europe. Nous avons une approche partenariale. Nous avons construit une agence européenne de défense en 2004, qui nous permet de travailler ensemble pour développer les capacités de demain. Il faudrait l'utiliser davantage.

Bien entendu, l'Alliance peut participer, sur le court terme, au renforcement des capacités européennes. Dans le contexte de la crise économique, toutes les initiatives qui participent au renforcement des capacités en Europe sont les bienvenues. Et en ce sens, les initiatives de l'OTAN comme la « défense intelligente » - Smart Defence - peuvent apporter des solutions intéressantes. Mais je pense que le développement des capacités de l'OTAN ne doit pas aspirer la totalité des moyens qui sont limités parce que sinon se produira.

Dès que nous aurons progressé sur les opérations et les capacités, il apparaîtra nécessaire de renforcer nos outils de planification et de conduite de ces opérations. Là aussi, soyons lucides. En dépit des réticences britanniques, nous avons accompli un certain nombre de progrès l'année dernière, en activant le centre d'opérations de l'UE et en renforçant la fonction de planification de l'état major de l'UE. Et en ce qui nous concerne, nous, Français, nous ne sommes pas fermés, loin de là, à la poursuite de la réflexion sur la création d'un quartier général européen. Cette perspective, pour les raisons que j'ai dites précédemment, paraît légitime.

Au-delà, différentes réflexions sont en cours. J'ai bien noté en particulier votre souhait, Monsieur le Ministre, cher Radek, de mettre en place une coopération structurée permanente. Je vous confirme que c'est une piste que nous étudierons avec beaucoup d'intérêt dans le cadre de la réflexion que nous avons engagée sur les questions de défense, et je vous le confirme, tout récemment, le président français de la République a chargé mon ami qui a été un de mes prédécesseurs, M. Hubert Védrine, de dresser un bilan du retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan et de notre capacité à faire progresser la construction de l'Europe de la Défense. Nous avons lancé un nouveau « livre blanc » sur la défense et la sécurité nationale qui est en préparation pour la fin de l'année et je pense qu'il sera intéressant d'écouter les représentants du gouvernement polonais puisque nous ne pouvons pas avoir une réflexion sur le futur de la défense européenne sans écouter ce qu'ont à dire les Polonais.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, cher ministre et ami,

Voici quelques réflexions que je voulais vous livrer. Elles ne sont pas à prendre ou à laisser car ce n'est pas l'attitude du gouvernement français, auquel j'appartiens. Ce sont des éléments de discussion et des éléments d'action. La France prendra dans les mois qui

viennent des initiatives pour relancer le travail autour de la défense et de la sécurité européennes.

J'espère, en particulier avec vous, amis polonais, et avec nos amis allemands, contribuer à relancer ce chantier qui est très important de la défense européenne. Il me paraît que c'est une condition de notre autonomie stratégique, indispensable pour que l'Union européenne continue d'influer positivement, sur les affaires du monde et c'est un sujet sensible, c'est un défi majeur dans la compétition industrielle et économique globale.

La Pologne, pays majeur de l'Europe et ami de la France, a montré sa volonté sur ce sujet au sein du groupe de Weimar et Weimar Plus. C'est également ainsi que nous pourrons, Français et Polonais, contribuer par des réalisations concrètes, à faire de l'Europe l'acteur global qu'elle doit être dans le monde d'aujourd'hui. Je comprends, et mon invitation ici en est un témoignage, que la France et la Pologne peuvent compter l'une sur l'autre, à la fois en efficacité et en amitié. Et c'est la raison pour laquelle c'est un honneur et un plaisir de pouvoir m'exprimer ici devant vous aujourd'hui.

Merci.

*Copyright 26 juillet 2012-Fabius/Ministère des Affaires étrangères*

---

**P.-S.**

Ministre des Affaires étrangères